
ARRÊTÉ MUNICIPAL

**Arrêté N° AM_2026_054 portant délégation de fonctions et de signature,
à Mme THORENS Valérie, 6^{ème} adjointe
en charge des affaires sociales et scolaires**

Le maire de la commune de Morzine,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122-18,

Vu le procès-verbal du 22 mars 2026, déterminant le nombre d'adjoints,

Vu le procès-verbal du 22 mars 2026, portant élection du maire et des adjoints,

Attendu que Mme THORENS Valérie, 6^{ème} adjointe, a été installée dans ses fonctions lors de la séance du Conseil municipal du 22 mars 2026,

Attendu que le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints,

Considérant que pour la bonne administration de la commune de Morzine, il convient de donner délégation aux adjoints,

Considérant qu'il y a lieu d'identifier, à un moment donné et pour une catégorie déterminée d'actes, le titulaire de la délégation en différenciant précisément ces délégations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Délégation de fonctions est donnée à Mme THORENS Valérie, 6^{ème} adjointe, en charge des affaires sociales et scolaires pour intervenir dans les domaines suivants :

- affaires sociales :

- actions du Centre Communal d'Action Sociale - CCAS -,
- signalement et relations avec les travailleurs et les acteurs sociaux sur le territoire,

- affaires scolaires :

- scolaire et périscolaire,
- mise en œuvre du transport scolaire,
- restauration collective,
- Conseil Municipal des Enfants – CME

ARTICLE 2 :

Dans ces domaines, Mme THORENS Valérie, 6^{ème} adjointe, exercera les fonctions suivantes :

- coordination politique,
- animation de la réflexion ;
- pilotage des réunions et commissions, dossiers et projets relevant de ces thématiques,
- lien avec les partenaires institutionnels et associatifs,
- représentation du maire, de la municipalité et du conseil municipal de Morzine,
- suivi des domaines d'intervention, en lien avec la directrice générale des services et les référents techniques par elle désignés.

ARTICLE 3 :

La présente délégation de signature comprend :

- o les devis et les bons de commande,
- o tous les actes et documents en lien avec le CCAS,
- o les convocations, courriers et, de manière générale, toutes correspondances, documents à portée strictement administrative.

Cette délégation de signature ne concerne pas :

- les actes notariés,
- les baux et toutes autres décisions qui pourraient affecter la consistance du patrimoine de la commune de Morzine,
- tout document qui engagerait les moyens de la commune de Morzine au-delà des limites des crédits inscrits aux budgets.

Dans ce cadre, la signature par Mme THORENS Valérie, 6^{ème} adjointe, en charge des affaires sociales et scolaires :

- devra être précédée de la mention suivante « Pour le maire et par délégation »,
- emportera, sous le contrôle de la directrice générale des services, versement et enregistrement du document signé aux archives de la commune de Morzine.

ARTICLE 4 :

En application de l'article 6 du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, Mme THORENS Valérie, 6^{ème} adjointe, si elle estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, devra en informer le maire par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Un arrêté du maire déterminera, en conséquence, les questions pour lesquelles Mme THORENS Valérie, 6^{ème} adjointe, devra s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté, qui abroge les arrêtés précédents en la matière, est exécutoire tant qu'il n'aura pas été rapporté ou abrogé par un arrêté contraire.

ARTICLE 6 :

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté, lequel sera applicable après affichage et transmission à Madame la préfète de la Haute-Savoie. Il sera inscrit au registre des actes administratifs de la commune de Morzine. Une ampliation sera notifiée au délégataire.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

A Morzine, le 02 avril 2026.

Le maire,
BERGER Jean-François



Notification à Mme THORENS Valérie,
6^{ème} adjointe.

Le 09 avril 2026

